

Syrie : un conflit gelé en trompe-l'œil

Fabrice Balanche

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/2 Été**, PAGES 161 À 174

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.222.0161

Date de mise en ligne : 13/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-2-page-161?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Syrie : un conflit gelé en trompe-l'œil

Par **Fabrice Balanche**

Fabrice Balanche est maître de conférences en géographie à l'université Lyon 2. Il a notamment publié *Atlas du Proche-Orient arabe*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2011.

La baisse des violences pourrait laisser penser que la guerre en Syrie est en passe de prendre fin. En fait, le conflit est temporairement gelé mais les conditions d'une reprise des hostilités sont bel et bien présentes. Le pays est actuellement divisé en quatre zones contrôlées respectivement par le régime épaulé par Moscou et Téhéran ; par l'administration autonome du Nord-Est soutenue par Washington ; par la Turquie ; et les djihadistes d'Hayat Tahrir Al-Sham. Le *statu quo* risque de ne pas durer.

politique étrangère

D'octobre 2019 à mars 2020, le nord de la Syrie a été marqué par deux offensives complémentaires : la Turquie s'est emparée d'une bande de territoire au détriment des Forces démocratiques syriennes (FDS), tandis que l'armée syrienne – épaulée par la Russie et l'Iran – reprenait la moitié de la poche rebelle d'Idleb¹. Depuis, les principaux fronts sont gelés. L'armée syrienne s'est contentée de réduire les derniers bastions rebelles de Deraa à l'été 2021. Dans le Nord-Est, Daech a lancé une attaque contre la prison de Hassakeh pour tenter de libérer ses combattants en janvier 2022. L'organisation terroriste connaît une forte résurgence et harcèle l'armée syrienne et les FDS dans l'est du pays. Enfin, Israël frappe régulièrement les positions pro-iraniennes, tout comme les États-Unis qui répliquent en Syrie aux attaques perpétrées par des milices chiites pro-iraniennes contre ses bases en Irak.

Depuis le cessez-le-feu entre l'armée syrienne et la Turquie à Idleb, le pays ne vit donc pas en paix mais le degré de violence a nettement décru,

1. F. Balanche, « Idlib May Become the Next Gaza Strip », The Washington Institute for Near East Policy, 26 mars 2020, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

comme en témoigne la forte diminution du nombre de victimes. En 2021, il s'est retrouvé au plus bas depuis 2011 : 3 700 morts (civils et militaires) contre 6 800 en 2020 et 76 000 en 2014 – l'année la plus meurtrière de la guerre civile².

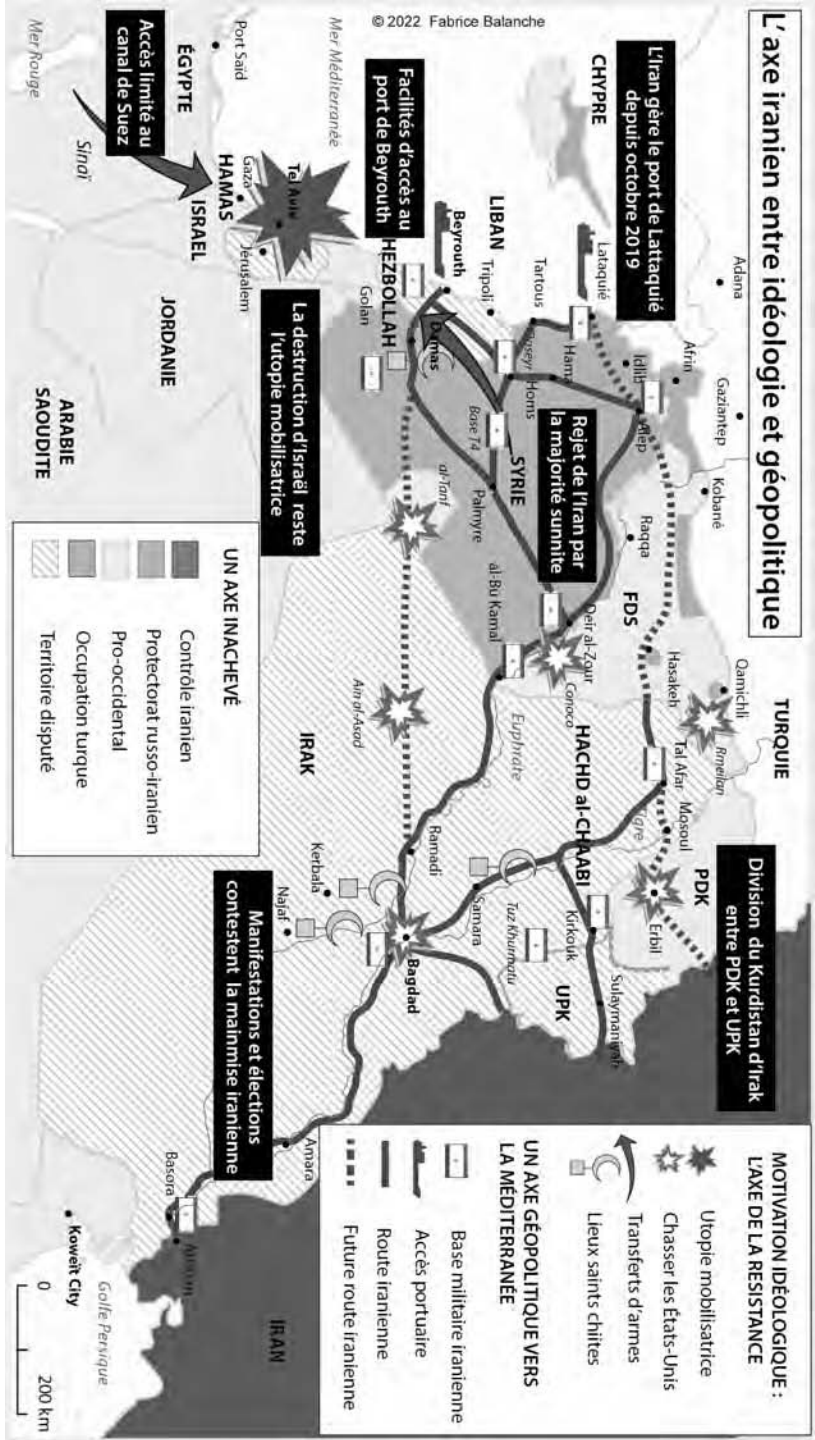
La crise syrienne s'apparente de plus en plus à un conflit gelé. Les négociations de paix lancées à Genève sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) n'avancent pas, en dépit des efforts et de la patience de l'envoyé spécial Geir O. Pedersen. Après avoir passé deux ans à discuter de la composition des délégations de l'opposition, de la société civile et du gouvernement syrien, cet envoyé spécial est aujourd'hui réduit à négocier la date d'une prochaine rencontre, au résultat bien entendu stérile. Les discussions entre les autorités de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) et celles de Damas sont au point mort. L'intransigeance du régime de Bachar Al-Assad est totale sur les deux fronts. La Russie aurait souhaité qu'il se montre plus conciliant à l'égard de l'opposition pour parfaire sa stature internationale de médiateur. Vis-à-vis des Kurdes, Moscou espérait que quelques concessions sur une vague autonomie pourraient ramener le Nord-Est syrien et son pétrole dans le giron de Damas sans qu'il soit besoin d'utiliser la force. Désormais, avec le conflit en Ukraine, l'heure ne semble plus aux diplomates sur le dossier syrien, mais plutôt aux hommes d'action.

Dès le début de la crise, le destin du pays a rapidement échappé aux Syriens. Si les causes de la révolte étaient endogènes, ce sont les interventions extérieures qui ont dominé le conflit. La Syrie est devenue l'épicentre de l'arc de crises entre le bloc eurasiatique en constitution – que la guerre en Ukraine achève de cimenter – et les Occidentaux. Il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences de la guerre en Europe sur la Syrie. Dans un premier temps, on peut s'attendre à une prolongation du *statu quo* puisque la Russie est occupée et que les États-Unis ne paraissent plus vouloir reculer face à elle. Cela signifie que les troupes américaines ne se retireront pas du Nord-Est syrien, prolongeant ainsi l'AANES qui ne survit que grâce au soutien militaire et économique de l'Occident³. La Turquie peut s'accommoder de cette situation, car la menace russe est désormais plus importante que l'élimination des Kurdes du Nord-Est syrien. Quant à l'Iran, il construit patiemment son axe⁴ à travers le

2. J. Doubek, « More than 3,700 People Were Killed in Syria's Civil War This Year », *NPR*, 24 décembre 2021, disponible sur : www.npr.org.

3. F. Balanche, « How to Preserve the Autonomy of Northeast Syria », *The Washington Institute for Near East Policy*, 15 mars 2022, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

4. F. Balanche, « From the Iranian Corridor to the Shia Crescent », *Hoover Institution Press*, 17 août 2017.



Proche-Orient mais ne prendra pas d'initiative contre les États-Unis sans l'assentiment de la Russie. Sa priorité, aujourd'hui, demeure la conclusion d'un accord sur le nucléaire afin que les sanctions économiques soient levées. Ainsi, le *statu quo* entre acteurs extérieurs aboutit-il à une fragmentation durable du territoire syrien entre la zone gouvernementale, l'AANES, les territoires sous « protectorat » turc et la poche rebelle d'Idleb.

La zone gouvernementale : poursuite de la contre-insurrection

Le régime de Bachar Al-Assad a réussi à reconquérir les deux tiers du territoire syrien, alors qu'il avait atteint un étiage de seulement 20 % en mai 2013. Cette zone compterait 10 millions d'habitants sur les 17 millions qui résident actuellement en Syrie, 7 millions de Syriens étant en outre réfugiés à l'étranger. La reconquête s'est souvent faite par le vide : Damas n'a pas cherché à reconquérir les cœurs, mais plutôt à tordre le cou à l'insurrection. La restauration de son pouvoir se fait donc de façon impitoyable à l'égard de ses ennemis, chassés du territoire. Les populations sont ensuite reprises en main avec l'appui des notables traditionnels, qui retrouvent leur place dans le système clientéliste de l'État. La restauration des services publics et la reconstruction, même limitée, constituent les outils privilégiés pour obtenir la loyauté de populations démunies.

La restauration du pouvoir central à travers les notables

Les zones reconquises à partir de 2016 ont échappé au contrôle du gouvernement syrien assez longtemps pour que des structures alternatives – les comités locaux – se mettent en place et apportent des services à la population. Lors de son retour, le gouvernement syrien s'est appuyé sur les notables, même s'ils s'étaient investis dans des structures de gouvernance alternatives. Il s'agissait de les ramener vers lui ainsi que leur clientèle. Les comités locaux furent dissous et les municipalités réactivées avec leurs « élus » et leurs fonctionnaires, qui n'avaient d'ailleurs pas cessé de travailler et d'être rémunérés par l'État pour la plupart d'entre eux. Ces comités reposaient sur des réseaux informels qui avaient pour base le quartier, la communauté ou le clan. Il n'est donc pas possible pour les autorités officielles de s'en priver, pourvu que les têtes de réseau aient fait allégeance. À titre d'exemple, le Comité central pour les négociations à Deraa est ainsi formé par des anciens dirigeants de l'Armée syrienne libre, des activistes politiques, des juristes et des avocats soutiens de l'opposition et bien placés dans la hiérarchie tribale locale⁵.

5. M. A. Jalil, A. Jamal et H. Shehada, « A Year After The Settlement: Who Is In Control Of Daraa? », *Enab Baladi*, août 2019, disponible sur : english.enabbaladi.net.

La reconstruction : punition et allégeance

Au printemps 2018, le gouvernement a promulgué une loi sur la reconstruction du pays qui demande aux Syriens de clarifier leurs droits de propriété. Les propriétaires avaient un mois pour apporter aux bureaux du cadastre la preuve de la propriété de leurs biens. L'opposition a tout de suite accusé le régime de vouloir spolier des millions de personnes de leurs biens immobiliers, en particulier celles qui ont fui le pays ou qui, se trouvant dans des zones contrôlées par l'opposition, n'ont pas la possibilité de se rendre au bureau du cadastre de leur domicile. Le gouvernement syrien a répondu qu'il s'agissait d'une mesure technique pour mettre à jour le cadastre et faciliter la reconstruction des quartiers détruits sans léser personne. Il a ensuite étendu le délai à une année face à la contestation qui a atteint ses propres rangs. Les nouveaux riches et les chefs de guerre ont ainsi pu blanchir les capitaux accumulés pendant la guerre, en particulier dans les quartiers centraux des grandes villes, très prisés par ces nouveaux venus généralement d'origine rurale ou périurbaine.

Cependant, pour pouvoir vendre ses biens immobiliers, encore faut-il disposer d'un titre de propriété en bonne et due forme, ce qui n'est pas le cas pour des millions de Syriens qui vivent dans des quartiers informels. En 2011, 45 % des habitants d'Alep et 50 % de ceux de la banlieue de Damas résidaient dans des logements informels. Or c'est précisément de ces quartiers que sont venues les manifestations contre le régime. Ils ont ensuite échappé au contrôle des autorités jusqu'à leur reconquête plus ou moins destructrice. Il n'est donc plus question de reconnaître, sur la base de factures d'électricité ou de contrats manuscrits non enregistrés au cadastre, la propriété dans ces quartiers rebelles. Les habitants ont rompu le contrat tacite qui existait entre eux et le régime : le droit de construire illégalement en échange de la loyauté. Dans les années 1980, face à la crise du logement, qui ne fit que s'accroître dans les décennies suivantes, Hafez Al-Assad avait laissé se développer l'habitat informel, faute de pouvoir fournir des logements à tous. Cette situation avait l'avantage de maintenir une épée de Damoclès sur la population ainsi précairement logée. Cette épée tombe désormais sur les têtes récalcitrantes : la reconstruction de la Syrie commence par la destruction de territoires urbains reconquis sur la rébellion, comme à Jobar ou à Daraya. Certes, le régime syrien ne va pas systématiquement raser toutes les zones rebelles reconquises, mais il fait quelques exemples pour inciter les populations locales à lui prêter une allégeance forte et sans ambiguïté.

**L'épée de Damoclès
tombe sur les têtes
récalcitrantes**

Le lent et partial retour des services publics

Le retour des services publics dans les zones reconquises est un puissant levier sur les populations. Alors qu'il est assez simple de rétablir l'électricité – après la reprise du centre de Homs, le quartier a été raccordé au réseau en 24 heures –, les ex-zones rebelles restent dans l'obscurité. À Deraa, la population se plaint d'être rationnée davantage que dans les zones restées loyalistes. Face à une pénurie générale, il est clair que les zones reconquises ne sont pas la priorité du gouvernement syrien. Les habitants y sont même soumis à un véritable racket de l'administration : des factures d'électricité cumulées de plusieurs années leur sont présentées, qu'ils doivent payer pour avoir accès au courant⁶. Or ils n'étaient pas forcément présents pendant toutes ces années. Ils ont beau protester, l'administration se montre inflexible : cet arbitraire est destiné à restaurer l'autorité de l'appareil d'État sur des populations jugées hostiles. Le non-paiement des factures, monnaie courante avant 2011 et tout aussi toléré que l'habitat illégal, est aujourd'hui un crime de lèse-majesté dans les zones reconquises. Les habitants ont rompu le pacte social avec le régime en se révoltant, il ne leur est donc plus rien toléré.

Du fait de ses problèmes financiers, l'État syrien compte sur l'aide humanitaire internationale pour apporter les services à la population. Les organisations non gouvernementales (ONG) étaient présentes dans la plupart des zones rebelles avant leur reconquête. Désormais, pour avoir le droit d'intervenir dans ces mêmes zones, elles doivent demander une accréditation à Damas. Le processus est lent et très sélectif. Les rares ONG occidentales qui obtiennent l'accréditation sont celles qui sont demeurées du côté gouvernemental pendant toute la crise et ne font pas d'opérations transfrontalières. Devant l'étendue des besoins, Damas accepte aujourd'hui que les ONG présentent une demande d'accréditation tout en poursuivant le travail dans les zones non gouvernementales (à Idleb et dans le Nord-Est syrien), à condition qu'elles s'engagent par écrit à arrêter leurs projets dans ces zones lorsqu'elles obtiendront l'autorisation. Seul le Comité norvégien pour les réfugiés bénéficie d'une exception. En conséquence, peu d'ONG sont autorisées à travailler dans les anciennes zones rebelles ; et lorsque c'est le cas, elles sont très encadrées par le Croissant rouge syrien et le Syria Trust, la fondation dirigée par Asma Al-Assad.

Quant aux zones les plus hostiles au régime durant l'insurrection, elles sont vidées de leurs occupants et complètement détruites. Il s'agit de compliquer la vie de la population pour qu'elle évite de revenir et se disperse

6. M. Muhammad, « Syrian Government Forces Returning Displaced Persons to Pay for Services they Never Received », *Syria Direct*, 16 septembre 2019, disponible sur : syriadirect.org.

dans le pays, ou de préférence à l'étranger. La dissolution des liens sociaux et de l'attachement au territoire est le meilleur moyen d'empêcher une nouvelle insurrection. La punition est durable, impitoyable. Le gouvernement syrien a déjà expérimenté ces méthodes après le soulèvement des Frères musulmans (1979-1982).

L'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie : sous perfusion

L'AANES compte environ 2,5 millions d'habitants, dont seulement un gros tiers est kurde. La composition des FDS est à l'image de la démographie régionale, puisque sur les 115 000 combattants, seuls 30 % sont kurdes⁷. Les Unités de protection du peuple (YPG) en constituent la principale composante, avec 70 000 combattants, dont les deux tiers sont kurdes. La plupart des Arabes ne sont pas impliqués dans la lutte contre Daech, ni contre les milices pro-turques, mais font seulement partie des Forces de la défense civile, chargées du maintien de l'ordre.

En octobre 2019, les armées syrienne et russe se sont déployées dans le Nord-Est, à la place des forces occidentales. Le régime syrien contrôle toujours directement des enclaves : les quartiers centraux de Qamichli, son aéroport, une dizaine de villages arabes au sud de la ville et le centre de Hassakeh. La Russie a déployé trois bataillons de police militaire, mais sans support d'aviation puisque le ciel reste sous le contrôle des États-Unis à l'est d'une ligne Tel Tamer/Deir ez-Zor. La Russie dispose cependant d'une base d'hélicoptères à Qamichli et elle contrôle les grands axes de communication ainsi que les carrefours stratégiques. Elle renforce ses positions au sud de l'Euphrate pour pouvoir intervenir rapidement, le cas échéant, dans la zone de l'AANES, à l'occasion d'une éventuelle révolte arabe contre les FDS ou d'une nouvelle offensive turque. À partir de Tel Abyad et de Ras Al-Aïn, l'Armée nationale syrienne (ANS) pro-turque bombarde régulièrement Aïn Issa et Tel Tamer, deux carrefours stratégiques, rendant impossible l'utilisation de la route M4 entre Manbij, Kobané, Raqqa et le cœur de l'AANES : Qamichli-Hassakeh. Les FDS craignent une nouvelle offensive de la Turquie, en particulier dans la région de Kobané.

L'AANES et les FDS reçoivent une aide pour la reconstruction ainsi qu'un soutien militaire et humanitaire de la part de la coalition internationale contre Daech. Les États-Unis ont toujours 900 hommes en Syrie, avec

7. A. A. Holmes, « SDF's Arab Majority Rank Turkey as the Biggest Threat to NE Syria », Wilson Center, octobre 2019.

La menace de Daech justifie le maintien du dispositif américain en Syrie

un nombre inconnu de combattants des autres pays de la coalition⁸. L'AANES bénéficie d'une couverture aérienne pour empêcher la Russie, l'armée syrienne et surtout la Turquie d'utiliser leur aviation contre les FDS. Cela n'empêche pas la Turquie d'utiliser des drones contre les FDS, qu'elle juge liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)⁹. La menace de Daech justifie le maintien du dispositif américain en Syrie, où se trouvent encore 5 000 djihadistes de cette organisation (sur 12 000 au total dans la région). Ils se concentrent au sud de l'Euphrate, où l'armée syrienne et ses alliés ont plus de difficultés à en venir à bout. Dans le territoire de l'AANES, Daech conserve des cellules dormantes entre Hassakeh et Deir ez-Zor. Les FDS se plaignent de la charge que représente la surveillance des anciens combattants de ce groupe¹⁰. L'AANES a libéré des milliers de prisonniers, faisant confiance aux mécanismes de réintégration des tribus locales (*al-ijaa*). Il s'agit aussi de calmer la contestation des populations arabes, qui s'opposent à la conscription et réclament la libération des détenus.

L'AANES face aux difficultés économiques et géographiques

L'AANES n'est pas un territoire homogène sur le plan ethnico-confessionnel, sur lequel les FDS exerceraient un contrôle complet sur les populations. Si la majorité des Kurdes accepte de sacrifier une année pour la défense de l'AANES, ce n'est pas le cas des Arabes. Le mécontentement est accentué par la situation économique : l'aide d'urgence apportée par la coalition internationale permet de soutenir le niveau de vie de la population mais pas de reconstruire la région. La ville de Raqqa se reconstruit spontanément, sans plan d'ensemble ni investissements extérieurs, créant d'énormes problèmes pour le futur, puisque les réseaux d'eau et d'égouts ne sont plus fonctionnels. Le système d'irrigation de la vallée de l'Euphrate souffre de nombreux dysfonctionnements en raison des destructions, ce qui prive les agriculteurs d'une eau indispensable dans cette zone aride. La sécheresse provoque une chute des rendements, et donc des revenus agricoles. Dans les zones kurdes, où une majorité de la population est désormais fonctionnarisée, les habitants devraient pouvoir surmonter la crise. En revanche, elle se fait davantage ressentir dans les zones arabes où le taux de fonctionnaires est faible, contribuant à l'accentuation du clivage entre Kurdes et Arabes.

8. K. B. Williams, « In Syria, US Commanders Hold the Line-and Wait for Biden », *Defense One*, 21 mars 2021, disponible sur : www.defenseone.com.

9. « Turkish Air Force Launches Strikes on Kurdish Militia in Syria », AFP, 20 mars 2021.

10. 10 000 prisonniers dont 2 000 étrangers (ni syriens ni irakiens) et 100 000 membres de leurs familles dont 12 000 étrangers (ni syriens ni irakiens) dans les camps de Roj et d'Al-Hol.

Sans le soutien occidental, l'AANES s'effondrerait

En janvier 2020, l'AANES pensait que le *statu quo* allait se prolonger d'au moins 5 ans¹¹. Le maintien des troupes américaines dans l'est de la Syrie, non remis en question par Joe Biden, permet à l'administration autonome de résister aux demandes russes de réintégrer le giron de l'État syrien. Le régime de Bachar Al-Assad n'accepte du reste aucune concession à l'égard de l'AANES, accordant une simple amnistie mais ne reconnaissant officiellement aucune autonomie. Bachar Al-Assad considère qu'il a gagné la guerre : pourquoi devrait-il céder quoi que ce soit ? L'autonomie actuelle de l'AANES repose également sur une aide économique massive en provenance des pays occidentaux, qui permet d'entretenir le système et d'offrir à la population un niveau de vie à peine supérieur à celui de la zone gouvernementale.

La construction par la Turquie d'une bande de sécurité

La Turquie contrôle directement trois zones dans le nord de la Syrie, dont la population est évaluée entre 1 et 1,5 million d'habitants : les districts d'Azaz, d'Al-Bab et de Jarablous, conquis durant l'été et l'automne 2016 contre Daech lors de l'opération Bouclier de l'Euphrate ; le district d'Afrin, conquis contre les FDS durant l'hiver 2018 ; les districts de Tel Abyad et de Ras Al-Aïn (250 000 à 300 000 habitants), conquis durant le mois d'octobre 2019 contre les FDS. L'objectif d'Ankara dans le nord de la Syrie est de construire une zone de sécurité d'environ 30 kilomètres de profondeur au sud de sa frontière pour se protéger du PKK.

Construire une gouvernance efficace

La Turquie souhaite stabiliser ces territoires en les dotant d'une administration efficace. L'objectif est de prouver à la population locale et aux acteurs internationaux que le mode de gestion territorial impulsé par Ankara est plus efficace que celui des FDS dans le Nord-Est, de Hayat Tahrir Al-Sham (HTS) à Idleb et potentiellement celui du gouvernement syrien. L'intervention militaire turque de l'été 2016 a été décidée pour empêcher les FDS d'établir leur jonction entre Afrin et Kobané *via* Manbij et Al-Bab. La Turquie s'est ensuite retrouvée contrainte de gérer ce territoire pour éviter qu'il ne sombre dans l'anarchie, ni les groupes rebelles pro-turcs ni le gouvernement de transition syrien basé à Gaziantep n'étant en mesure de le faire. Ankara a largement imposé ses affidés dans les conseils locaux. C'est ainsi que le président de la municipalité de Jarablous se trouve être un Turkmène, alors que la ville est à majorité arabe.

11. Entretien avec Abdel Karim Omar, ministre des Affaires étrangères de l'AANES, en janvier 2020.

La minorité turkmène de la région est avantagée également pour la simple raison qu'elle communique plus facilement que les arabophones avec les autorités et les militaires turcs.

La région est gérée directement par la Turquie, qui finance les infrastructures et fournit l'essentiel du budget de la région. Les municipalités lèvent des taxes, qui se révèlent néanmoins insuffisantes même pour rémunérer les fonctionnaires locaux. Officiellement, les autorités turques souhaitent que la région soit autonome sur le plan financier, mais il y a de bonnes raisons d'en douter car l'instrument financier est le meilleur moyen de contrôler

La politique turque à Afrin s'apparente à de l'épuration ethnique

l'appareil administratif. Aujourd'hui, c'est le wali d'Ourfa qui a la charge de Tel Abyad-Ras Al-Aïn, celui de Gaziantep de Jarablous, Al-Bab et Azaz ; quant au district d'Afrin, il est géré depuis Antakya. Il n'existe pas de conseil pour la région ou par district, ni de gouverneur syrien¹². Le gou-

vernement de transition est désormais relégué en périphérie de Gaziantep et privé de moyens financiers, n'exerçant aucune influence sur cette région. La Turquie a formé des corps de gendarmerie pour remplacer les milices. Le système éducatif fonctionne de la maternelle à l'université avec un programme différent de celui de la zone gouvernementale et, surtout, un enseignement intensif du turc. Les bacheliers syriens ont la possibilité de poursuivre leurs études dans les universités turques, mais une branche de l'université de Gaziantep est ouverte à Al-Bab et il est prévu d'ouvrir également une branche à Afrin et à Tel Abyad.

Modifications démographiques au détriment des Kurdes

La démographie du district d'Afrin a été largement modifiée depuis janvier 2018. À cette date, il était peuplé de 500 000 habitants à plus de 80 % kurdes¹³. En avril 2018, lors de la victoire turque, il ne restait que 100 000 Arabes et 150 000 Kurdes¹⁴. Face aux exactions des rebelles pro-turcs, les Kurdes quittent progressivement la région et sont remplacés par les familles de combattants de l'ANS pro-turque. Afrin, qui était connue pour sa liberté de mœurs (les femmes voilées y étaient particulièrement rares et les restaurants y servaient de l'alcool), connaît désormais un rigorisme islamique du fait des réfugiés arabes et des milices pro-turques. La politique turque à Afrin s'apparente à de l'épuration ethnique : il s'agit d'éliminer un

12. S. Erkmen, « The Euphrates Shield Area », séminaire « Syria Transition Challenges Project » organisé par GCSP-Swiss Peace les 14 et 15 juin 2019.

13. F. Balanche, *Atlas du Proche-Orient arabe*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2011.

14. « Les changements démographiques à Afrin » (en arabe), Violations Documentation Centre in North Syria, 17 juillet 2019.

foyer kurde à sa frontière. Les Kurdes vivant à l'est de l'Euphrate craignent qu'Ankara ne fasse la même chose à Kobané et en Djézireh¹⁵. La Turquie a appliqué la même politique démographique qu'à Afrin dans les zones conquises en octobre 2019 : Tel Abyad-Ras Al-Aïn. Les deux villes comptaient respectivement 20 % et 35 % de Kurdes en 2019¹⁶.

L'ANS est la pièce maîtresse de l'organisation des territoires sous contrôle turc. Cette armée compterait aujourd'hui 70 000 hommes, soit une force capable de rivaliser avec les YPG. C'est d'ailleurs dans l'objectif de combattre ce que la Turquie considère comme un faux-nez du PKK qu'elle a construit cette force militaire. En attribuant aux familles des combattants des logements et terres prises à « l'ennemi », elle garantit leur loyauté et la défense de ces territoires contre une offensive des YPG. Cela complique le règlement de la crise syrienne, car dans le cas de ces territoires, la Turquie pourrait s'opposer au droit au retour des réfugiés.

L'Émirat islamique de Hayat Tahrir Al-Sham à Idleb

Depuis 2017 et l'éclatement de Fatah Al-Sham, la coalition dirigée par HTS, le groupe djihadiste a entrepris d'éliminer systématiquement les autres groupes rebelles d'Idleb. Dans ce conflit, HTS a commencé par s'emparer des zones frontalières avec la Turquie et des principaux axes de communication¹⁷, afin de trouver des sources de revenus pour entretenir son organisation. En les privant de ressources, HTS a donc progressivement réduit l'assise sociale des autres rebelles. Depuis le cessez-le-feu de mars 2020, HTS a profité du calme et de son hégémonie pour instaurer un système administratif relativement performant, dans le but d'émerger comme l'acteur incontournable à Idleb.

Le groupe Hurras Al-Din (HD), branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie, depuis que HTS a refusé de renouveler son allégeance à Ayman Al-Zawahiri au printemps 2016, occupe toujours plusieurs bases à Idleb, mais son influence s'est réduite en raison d'un conflit avec HTS. Plusieurs commandants de HD ont également été tués par des attaques de drones américains. En fait, HTS a besoin de HD pour apparaître comme un groupe modéré, et se faire accepter par la Turquie et les Occidentaux. L'ancien représentant spécial pour la Syrie du secrétaire d'État américain, James Jeffrey, explique que l'objectif de Washington est d'empêcher la

15. G. Metin, « Syria Safe Zone: Can US Reconcile Conflicting Demands of Turkey, YPG », *Al-Monitor*, 22 juillet 2019, disponible sur : www.al-monitor.com.

16. « Subject to Accountability: Systematic Violations Affect Real Estate Properties in Ras al-Ayn » (en arabe), *Enab Baladi*, 26 septembre 2020.

17. F. Balanche, « Preventing a Jihadist Factory in Idlib », *The Washington Institute for Near East Policy*, 31 août 2017, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

victoire d'Assad et de ses alliés¹⁸. Par conséquent, HTS a une place dans ce dispositif, d'autant plus qu'il ne représente pas une menace pour les Occidentaux. Contrairement à Daech, HTS n'est pas intéressé par le djihad international mais par l'imposition d'un ordre islamique en Syrie. Dans le cas présent, sa priorité est sa simple survie à Idleb.

Idleb, une cible « légitime » pour la Russie et le régime syrien

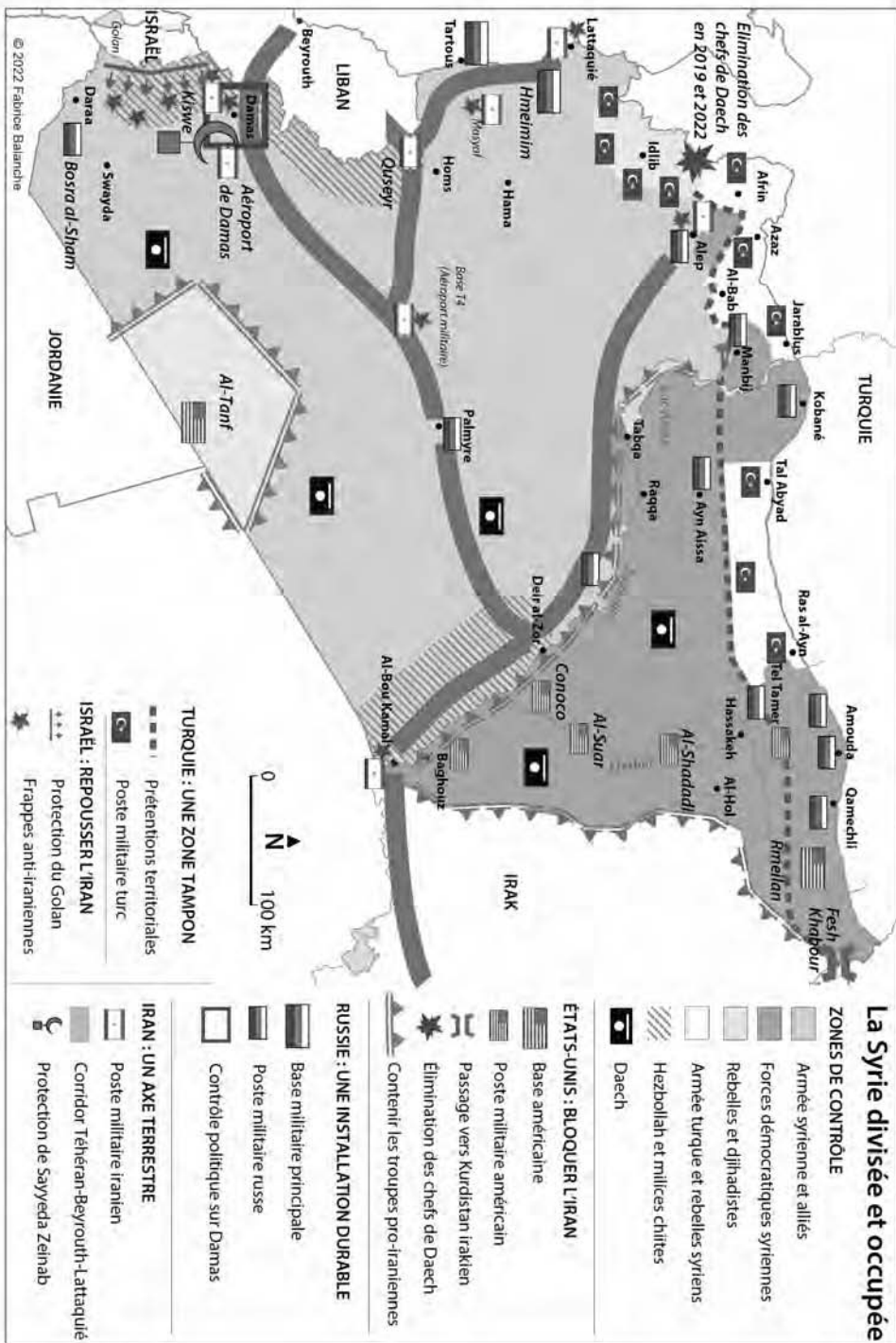
Depuis le cessez-le-feu de mars 2020, l'armée syrienne et la Russie ont frappé à plusieurs reprises Idleb. L'objectif est de déstabiliser la région et empêcher qu'elle ne devienne un havre de paix avec une administration efficace. Les frappes se concentrent sur la zone au sud de l'autoroute Lattaquié-Alep, afin de faire obstacle aux civils qui souhaitent revenir s'y installer. En effet, l'armée syrienne a la ferme intention de reprendre le contrôle de cette autoroute et de réduire la poche d'Idleb à une étroite bande de territoire frontalière de la Turquie. L'idéal, pour Damas et ses alliés, serait de reprendre toute la poche et de pousser les 2,5 millions d'habitants vers la zone contrôlée directement par la Turquie au nord d'Alep. Cet afflux de réfugiés ne manquerait pas de faire échouer la politique turque de stabilisation de cette région. La poche d'Idleb vit essentiellement de l'aide internationale car les ressources locales sont limitées. La population redoute la fermeture de Bab Al-Hawa aux agences de l'ONU, obligées de faire transiter les marchandises par le territoire sous contrôle du gouvernement syrien.

La Russie considère toujours HTS comme un groupe terroriste et pense que Damas doit reprendre le contrôle d'Idleb, ce qui lui permettrait ensuite de concentrer ses forces dans le Nord-Est. En conséquence, si la Turquie refuse de s'attaquer à HTS, Idleb restera une cible « légitime » pour la Russie et le régime syrien. Dans un premier temps, on peut s'attendre à une attaque au sud de la M4. Cela pourrait déclencher, en réaction, une offensive turque contre les territoires kurdes dans le Nord-Est. Mais une telle hypothèse ne semble pas gêner outre mesure Moscou, qui agite cette menace en permanence vis-à-vis des combattants kurdes pour les obliger à rompre leur alliance avec les États-Unis.

Un *statu quo* insatisfaisant

La fragmentation du territoire et l'incertitude se prolongent. Cela conduit à une dégradation de la situation économique car, en dépit de l'accalmie militaire, les investissements sont rares dans une Syrie sous sanctions, divisée en entités hostiles et dominée par des autorités prédatrices. Le pays était largement autosuffisant avant-guerre, tant sur le plan énergétique qu'alimentaire.

18. « The Iraqi War and Syria », *Frontline*, 8 mars 2021, disponible sur : www.pbs.org.



Désormais, il survit grâce à l'aide humanitaire extérieure et aux transferts des émigrés. Les quelques ressources locales sont pillées par les groupes militaires ou accaparées par les Russes qui se payent ainsi pour leur aide militaire à Damas. Les Syriens ne voient plus d'avenir chez eux, quelle que soit la zone dans laquelle ils résident, ils ne pensent qu'à émigrer. Les murs et les barrières érigés par les pays voisins pour se prémunir du risque migratoire et terroriste bloquent pourtant la majorité des candidats à l'exil.

Les conditions de cette *Pax Russica* génèrent de telles frustrations et humiliations pour le plus grand nombre que les sentiments de vengeance et de revanche s'expriment de plus en plus ouvertement. Les groupes terroristes profitent du mécontentement pour recruter une nouvelle génération de combattants¹⁹, et le processus de fragmentation de la société sur des bases communautaires se poursuit²⁰. Les dynamiques locales ne sont donc pas figées, comme en témoignent les manifestations dans la province de Soueïda en février 2022, pour protester contre les pénuries. Il faut souligner également la résurgence de Daech dans le Nord-Est avec l'attaque de la prison de Hassakeh en janvier 2022. Dans les zones arabes de l'AANES, le mécontentement vis-à-vis des « autorités kurdes » s'exprime ouvertement et violemment. À Idleb, le leadership de HTS est contesté par les autres factions djihadistes. Une déstabilisation endogène des différentes zones n'est donc pas à exclure, avec un soutien exogène. Le régime syrien aspire toujours à reconquérir l'ensemble du territoire et les YPG veulent reprendre Afrin et Ras Al-Aïn, territoires kurdes perdus au profit des milices pro-turques. Quant à ces dernières, elles veulent en finir avec les Kurdes.

La division actuelle du territoire syrien ne préfigure donc pas un fédéralisme ou un confédéralisme *de facto* qui pourrait être entériné à Genève ou Astana. Le conflit est provisoirement gelé par le manque d'appétence au combat des différents acteurs extérieurs, mais les acteurs locaux, eux, ne se satisfont pas de cette situation. Même si le destin du pays leur échappe au profit de la Russie, de la Turquie, de l'Iran et des États-Unis, ils disposent d'un pouvoir de nuisance susceptible de contrecarrer les desseins extérieurs.



Mots clés

Guerre en Syrie
Kurdistan
Politique étrangère de la Turquie
Djihadisme

19. F. Balanche, « A New Generation of Militants », *Zenith*, 14 février 2022, disponible sur : magazine.zenith.me.

20. Nous entendons le terme de communautarisme au sens large : religion, ethnie, tribu et territoire.